

LORRAINE Économie

Petites et moyennes entreprises : l'industrie usine sa relance

Secouée elle aussi par la tempête économique déclenchée par la Covid-19, l'industrie a rebondi mais reste fragile. Aujourd'hui, les patrons de petites entreprises et intermédiaires (PME-ETI) tiennent la barre contre les vents mauvais et face à un horizon bouché. Témoignages.

Après avoir pris conscience que ses « petites mains » étaient indispensables à sa survie, la France découvre à présent qu'une part considérable de sa richesse repose sur son tissu de PME-ETI.

Les petites et moyennes entreprises et entreprises de taille intermédiaire sont devenues en quelques mois l'objet de toutes les attentions. L'État et les collectivités leur ont déroulé tout un train de mesures destinées à les conforter et les reconforter pendant la catalepsie provoquée par l'épidémie de coronavirus. Ce plan d'urgence en faveur de l'outil de production tricolore a eu des répercussions immédiates. Il a évité son effondrement.

On retire les perfusions et on prend la température

Maintenant, après ce traitement de choc, qu'en est-il ? Les chefs d'entreprise entretendent des lendemains qui chantent ou qui déchantent ? Pour le savoir, on est allé prendre la température de patrons de l'industrie lorraine. Un secteur de pointe qui pèse encore quelque 116 000 emplois malgré un effritement continu depuis plusieurs années.

À Woippy (57), le dirigeant de Mecaerolor, une société d'une dizaine de salariés qui fait principalement dans l'usinage de pièces pour l'industrie automobile, voit flou. « Nous avons subi une baisse brutale de 80 % de notre activité pendant le confinement », explique Bruno Leclerc. « Très honnêtement, on a eu une très bonne réaction de l'État et des banques. Quasi-tous les partenaires, excepté mon bailleur qui a refusé de suspendre mes loyers, ont joué le jeu. Maintenant, même si nos clients de l'automobile commencent à repartir, personnellement je ne suis pas capable de dire où l'on va... Je pense que le vrai danger

arrive parce qu'on va nous enlever les perfusions. Les prélèvements de prêts vont reprendre en octobre. Six mois de plus nous auraient aidés. L'activité n'a toujours pas repris et le contexte fait que la concurrence casse les prix pour rentrer des commandes. Il va y avoir un phénomène de ciseaux. Pour certaines entreprises qui ont fait des investissements et n'ont pas pu se constituer de trésorerie, ça va être dramatique. C'est mon cas. Et je me demande si j'existerai encore l'an prochain... »

« Un reconfinement serait catastrophique »

Sylvie Robert, PDG de la Scop (société coopérative) Lorraine Ateliers à Rombas (57), une entreprise adaptée qui emploie 75 % de salariés porteurs d'un handicap, estime pour sa part qu'elle a la « chance » de diriger une « société pluriactivités », ce qui équilibre les finances. « Certains domaines sont en souffrance depuis la Covid-19, sans reprise à ce jour et sans visibilité. Nos travaux de sous-traitance de peinture et d'assemblage pour le groupe Safran ont, par exemple, chuté de 60 % par rapport à 2019. Néanmoins, grâce à la diversité de ses activités, Lorraine Ateliers a limité la baisse de ses commandes à environ 13 % à fin septembre par rapport à 2019. La situation globale s'améliore un peu mais cela reste très fragile. Un reconfinement serait catastrophique, même si nous avons assuré notre niveau de trésorerie avec le recours d'un prêt garanti par l'État. »

La solution de Sophie Robert pour rester dans la course : « Nous devons nous adapter, ce sera la garantie de notre réussite. Nous étudions d'ailleurs la faisabilité de nouvelles activités. »

« Un frémissement mais peu de visibilité »

Basé à Lesménils (54), le groupe Gris, qui compte 230 salariés répartis entre France et Allemagne, et travaille à 75 % avec l'industrie automobile régionale (pièces de fixation et composants mécaniques pour les boîtes de vitesses), est lui aussi dans l'expectative. « Aujourd'hui, on reste sur une activité à moins 30 % par rapport à 2019 », ob-

serve Céline Gris, directrice générale de l'entreprise. « On a un début de reprise sur les mois de septembre et d'octobre. On a un frémissement. Mais, malheureusement, peu de visibilité. »

Les pistes de développement sont brouillées : « On est dans l'attente de voir si les nouveaux projets sur la motorisation électrique et hybride seront au niveau du thermique. Le plus préoccupant, c'est que la filière automobile annonce qu'on ne retrouvera pas le niveau de production de 2019 avant 2023-2024 », poursuit la dirigeante.

Ce qui sauve Gris dans cette période ballottée ? « On a engagé des plans de performance industrielle il y a deux ans. Par chance, ils portent leurs fruits maintenant et nous permettent de préserver nos marges », observe Céline Gris, qui attend, à présent, un acte fort sur les impôts de production (*). Ils « sont deux fois supérieurs à ceux de l'Allemagne », dit-elle : « Le sujet, aujourd'hui, c'est la baisse des impôts de production. Si on veut être compétitif, il faut que le gouvernement aille jusqu'au bout. Et ce n'est pas un cadeau aux dirigeants, mais un cadeau à l'emploi. L'industrie reste le cœur du maintien de l'emploi. »

Thierry FEDRIGO

Le ministre de l'Économie, Bruno le Maire, a promis une baisse de 10 milliards d'euros des « impôts de production » en 2021

« La situation globale s'améliore un peu mais cela reste très fragile. Un reconfinement serait catastrophique, même si nous avons assuré notre niveau de trésorerie avec le recours à un prêt garanti par l'État. »

Sophie Robert, PDG de la Scop (société coopérative) Lorraine Ateliers à Rombas en Moselle.



Directrice générale du groupe Gris, Céline Gris attend maintenant un acte fort de l'État sur les « impôts de production ». « Ce n'est pas un cadeau aux dirigeants, mais un cadeau à l'emploi », défend-elle. Photo archives RL